# Informations générales

Email de contact : sandrine.bakaher@seine-et-marne.gouv.fr

Date de signature du CRTE : 18 octobre 2021

Nature juridique de la structure porteuse : Communauté de communes

Nom de la structure porteuse : CC Bassée-Montois

Si protocole de préfiguration : date de signature : 2021-07-08

# Signataires

Nature des signataires du CRTE :

* nom : CC Bassée-Montois, SIREN : 200040251, nature : CC
* Préfet 77

# Stratégie

Nature des documents stratégiques et plans-programmes préexistants :

* PCAET
* SCOT
* SAGE
* PLUI
* CPER (port/connexion bord à voir d’eau)
* PAPI

Liste des contrats figurant dans le CRTE :

* Convention Seine-et-Marne Environnement (PTRE)
* Contrat d’aménagement régional
* Contrat Intercommunal de Développement
* Contrats d’animation Natura2000

Liste des programmes de l’ANCT intégrés :

* Petits villes de demain
* France services

Liste des orientations stratégiques, axes, ambitions, volets, objectifs… :

* Orientation 1 – Vers un territoire stratégique de la Seine amont (anticiper les besoins en fonciers économiques, attractivité / ouverture en lien avec la mise en Grand Gabarit de la Seine)
* Orientation 2 – Vers une agrovallée durable (relocalisation des outils, circuits courts, Plan alimentaire territorial, biodiversité / qualité de l’eau / insertion paysagère)
* Orientation 3 – Vers un territoire à énergie positive (PCAET, rénovation énergétique / PTRE, production d’énergies renouvelables, mobilité partagée, valorisation des déchets)
* Orientation 4 – Vers un territoire éco-touristique (valorisation des richesses naturelles, développement des activités de loisir, Maison des promenades / Maison dela nature / Pôle culturel)
* Orientation 5 – Vers un territoire unifié et solidaire (logements adaptés aux personnes âgées, lutte contre la désertification médicale, réduction de la fracture numérique, actions jeunesse et petite enfance)
* Orientation 6 – Vers un territoire porté par un projet commun d’aménagement de l’espace (PLUi / ScoT, service mutualisé d’urbanisme, prévention des inondations)

Réalisation d’un diagnostic initial du territoire : Oui

Mise à jour du projet de territoire avec l’élaboration du CRTE : Oui

# Plan d’action

Domaines d’action publique couverts :

* Circuits courts agricoles
* Pratique agricole durable, agro-écologie
* Gestion des risques (inondations…)
* Connaissance et protection de la biodiversité et milieux naturels
* Gestion, valorisation des déchets, réemploi
* Tourisme durable
* Production d’énergies renouvelables
* Efficacité énergétique
* Mobilités douces
* Culture et patrimoine
* Santé et soins
* Loisirs
* Sport
* Vivre ensemble, interdépendance et solidarité
* Infrastructure(s) et réseaux (numérique, eau,chaleur…)
* Espaces publics, espaces verts
* Gestion quantitative et qualitative de l’eau
* Economie, production et consommation durable
* Véhicules électriques, hybrides, GNV, bornes de recharge…
* Organisation des déplacements
* Accès à un logement de qualité

Nombre de fiches action (opération prête à démarrer) : 15

Nombre de fiches projet (opération à travailler) : 42

# Gouvernance et évaluation

composition du COPIL :

* nom : CC Bassée-Montois, SIREN : 200040251, nature : CC
* Etat et ses opérateurs
* ADEME
* CDC
* Banque des territoires

Liste des instances de partenariat mobilisées ou créées :

* Atelier des territoires
* PTRE (Plateforme territoriale de Rénovation Energétique)

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du COPIL : None

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du comité technique : None

Liste des partenaires socio-économiques :

Démarches de co-construction du CRTE : None

Existence d’un volet de coopération interterritoriale (dont volet transfrontalier) : Non

## Domaines d’action publique de la coopération interterritoriale :

Définition d’indicateurs de suivi des objectifs opérationnels du CRTE : Non

État des lieux écologique renseigné à l’aune des 13 indicateurs du socle national : Oui

Recours à la grille d’analyse ex-ante des actions :

# Ingénierie et financement

Recrutement d’un chef de projet / chargé de mission dédié : Non

Recrutement d’un volontaire territorial en administration : Non

Mobilisation de l’ingénierie locale : -

Mobilisation d’une ingénierie externe :

* ADEME
* Banque des territoires

Existence d’une maquette financière annexée (ou d’un état récapitulatif des différents financements) au jour de la signature du contrat : Oui

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses de fonctionnement : -€

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses d’investissement : -€

Montant total en euros des engagements financiers des collectivités locales et leurs établissements publics : -€

Montant total en euros des engagements financiers de l’Etat et de ses opérateurs Plan de relance : -€

Montant total en euros des engagements financiers de l’Etat et de ses opérateurs hors plan de relance : -€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements européens : -€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements privés : -€

Montant en euros des engagements financiers de la Banque des territoires : - €